

du blé (M. Lang); on harcèle l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Olson) et tous deux répondent: Pas d'argent.

Monsieur l'Orateur, je répète ce que j'ai dit au début de mes remarques: Si une guerre éclatait demain, on ne manquerait pas d'argent; on en trouverait, même pour acheter le blé des agriculteurs de l'Ouest. Au fait, on en trouverait dans tous les domaines.

Mais quand nous comptons près de 700,000 à 800,000 chômeurs au Canada, n'est-ce pas également une urgence nationale? Quand nos jeunes sont en train de se révolter contre la société dans laquelle ils ne peuvent s'intégrer, n'y a-t-il pas urgence à trouver une solution?

Monsieur l'Orateur, on blâme les jeunes qui se révoltent et l'on tolère la société qui les empêche de s'y intégrer. Au lieu de blâmer les jeunes qui se révoltent, je pense qu'on devrait commencer par blâmer la société et l'améliorer, en commençant par pratiquer les améliorations à la Chambre des communes en vue de donner l'exemple au reste du Canada. Mais non, on blâme les jeunes. Il est vrai qu'il y a des têtes surchauffées chez nos jeunes, mais est-ce que nous n'aurions pas des têtes surchauffées, nous aussi, si nous étions à leur place? Les jeunes d'aujourd'hui ne sont-ils pas nos propres enfants?

Je rencontrais il n'y a pas longtemps quelques députés fédéraux qui ont des jeunes de 18 ou 19 ans, lesquels se font «enguirlander» dans leur propre maison par des jeunes qui sont devenus séparatistes, révoltés ou révolutionnaires, parce qu'ils ne peuvent se trouver d'emploi dans leur pays. Et l'on nous dit que la bourgeoisie est responsable de cette situation, alors que tout le monde veut devenir bourgeois. Les jeunes, aujourd'hui, qui se révoltent contre les petits bourgeois, veulent devenir les petits bourgeois de demain. Toutefois, le système financier ne vise pas à ce que ces jeunes-là s'intègrent dans la société, en leur refusant le droit au travail. Si tous ces jeunes étaient présentement employés au développement des immenses richesses du Canada, cela ne créerait-il pas de nouvelles richesses? Cela ne permettrait-il pas à ces gens de contribuer directement à l'administration de leur pays?

Quelle solution offre le gouvernement? Aucune. Il fait son possible; il dépense 27 millions de dollars pour créer 33,000 emplois. Vingt-sept millions, c'est une grosse somme! Cependant, 600,000 jeunes nous surveillent. Ils ne sont pas heureux de ce qui se produit. Cela ne doit pas nous énerver. Tant et aussi longtemps que nos gouvernants prêteront plus d'attention au système financier qu'à la nation canadienne, et particulièrement à la jeunesse, les troubles continueront d'exister au Ca-

[M. Caouette.]

nada. Les choses iront de mal en pis et, nécessairement, tous les Canadiens en feront les frais.

C'est pour cette raison que nous devons assumer nos responsabilités. Nous sommes des gens raisonnables et sérieux; nous cherchons des solutions. Le gouvernement n'en trouve pas. Les conservateurs progressistes n'offrent aucune solution de rechange. Ils disent au gouvernement: Mettez-nous à votre place et nous allons faire la même chose. En voici la preuve: ils l'ont déjà été et ils ont fait la même chose.

Le nouveau parti démocratique n'a jamais accédé au pouvoir. Qu'est-ce qu'il ferait de mieux dans le même système? Absolument rien. Si nous étions à la place du gouvernement, dans le même système, nous ne ferions pas mieux. Il faut en sortir, l'amender, le changer. Au lieu d'essayer de changer les individus pour les passer par le système, mettons le système au service des individus et, à ce moment-là, nous pourrions garantir à tous les citoyens la sécurité économique ainsi que la liberté personnelle.

Le Canadien a droit à sa liberté, à sa sécurité. La liberté sans la sécurité, cela est impossible. La sécurité sans la liberté, c'est très facile. Tous les pays socialistes du monde ont donné la sécurité au détriment de la liberté. Si l'on ne me croit pas, qu'on en fasse l'essai. Qu'une dizaine de députés aillent chez Freiman et brisent toutes les vitrines du magasin. Je suis assuré qu'en moins de 15 minutes, le ministre de la Justice aura sa sécurité, tout comme moi. Nous allons tous être derrière les barreaux, avec trois repas par jour assurés et avec un vêtement qui ne nous conviendra peut-être pas. Mais nous serons vêtus et nourris et, si nous tombons malades, le régime de *Medicare* nous assurera ses services, le tout aux frais du gouvernement. Là, nous jouirons tous de la sécurité, mais de liberté, point. Ce n'est pas là le système que nous désirons pour notre population.

Nous désirons un système qui permette au ministre comme à tous les autres citoyens, d'être libres, de jouir de la sécurité, et ce de la naissance à la mort. C'est exactement ce à quoi vise la motion présentée par mon collègue de Champlain. C'est ce qu'offre également la doctrine créditiste du major C. H. Douglas. Au lieu d'en rire, qu'on l'étudie sérieusement. Tout le monde est unanime à reconnaître que des changements s'imposent si nous ne voulons pas aboutir au chaos où tant d'autres pays ont abouti.

Un pays auquel nous avons apporté de l'aide par millions, j'ai nommé le Ceylan, est devenu communiste depuis quelques heures. Nous l'avons aidé, mais sont-ce les citoyens ou les commerçants du Ceylan que nous avons aidés? Si nous avons utilisé les crédits